Ministère de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement durable :
Signature du Pacte de durabilité 2026-2035 pour l'eau, l'hygiène et l'assainissement

MALI
1893
L'information est l'oxygène des temps modernes
JEUDI 05 MARS 2026
Malikilé
www.malikile.com
QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



Observatoire de la Paix et de la Réconciliation Nationale
une commission de plus



Conseil supérieur de la Magistrature : Mandat prorogé à titre exceptionnel



Démenti formel de fausses rumeurs de recrutement : L'INPS met les points sur les i**



INSTITUT NATIONAL
DE PREVOYANCE SOCIALE

COMMUNIQUÉ

Dans le cadre du **Dialogue Social**, le Directeur Général de l'Institut National de Prévoyance Sociale (INPS), M. Idrissa Bakary DIARRA, informe le personnel que ses portes sont grandement ouvertes. Il est pleinement disponible pour recueillir toutes les préoccupations, dans le **strict respect des textes réglementaires en vigueur.**

Depuis son investiture, M. DIARRA s'est solennellement engagé à recevoir les responsables des différentes structures de l'INPS, ainsi que les représentants syndicaux, afin de favoriser un échange constructif et transparent. Pour preuve, les représentants des admis au test de recrutement interne des contrôleurs Employeurs, des gestionnaires de comptes employeurs et des enquêteurs ont été reçus en audience le mercredi 11 février 2026.

La réflexion est en cours aux fins d'identifier les réponses appropriées à envisager relativement aux points soulevés.

Il a toutefois été surpris par la publication d'une pétition en ligne émanant d'une partie du personnel, réclamant un avantage conformément aux dispositions légales et réglementaires.

M. le Directeur Général **réaffirme** son attachement au Dialogue Social, à l'application rigoureuse des textes, ainsi qu'à la **justice** et à l'**équité** entre tous les travailleurs de l'INPS.

Il invite le personnel à privilégier les **canaux officiels** de communication pour exprimer leurs préoccupations, garantissant ainsi des solutions adaptées et conformes au droit.

Fait à Bamako, le 16 février 2026

Le Directeur Général

Idrissa Bakary DIARRA
Officier de l'Ordre National

©SRP-INPS

Sommaire <<







Une / Observatoire de la Paix et de la Réconciliation Nationale : une commission de plus ? **P. 4**

Brèves /
Protection des consommateurs : La Douane empêche une intoxication alimentaire massive **P. 9**
Interdiction d'exportation du bétail : Niamey opte pour la fermeté **P. 9**
Démenti formel de fausses rumeurs de recrutement : L'INPS met les points sur les i** **P. 10**
Enseignement supérieur et recherche : Le PNUD confirme son appui au Mali10 **P. 10**

Actualité /
Cérémonie de distinction au Ministère de la Santé et du Développement Social : Reconnaissance et Engagement Mis en Avant **P. 13**
Ministère de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement durable : Signature du Pacte de durabilité 2026-2035 pour l'eau, l'hygiène et l'assainissement **P. 15**

Politique /
Coopération : EUCAP Sahel Mali en visite au Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme **P. 18**
Conseil supérieur de la Magistrature : Mandat prorogé à titre exceptionnel20 **P. 20**

Culture & société /
Année des échanges humains Chine-Afrique 2026 : Les médias appelés à bâtir des ponts durables **P. 23**

International /
Absence du chef de l'État : Conakry rassurée sur la santé de Mamady Doumbouya **P. 25**
Londres refuse l'escalade : Starmer trace sa voie entre Washington et Téhéran **P. 26**

Sport /
Le Mondial 2026 : Une Avancée Historique pour le Football Africain **P. 28**

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**

Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)
Email : ampikile@gmail.com
Site Web : www.malikile.com
Contacts : +223 70 44 22 23

- **Gérant :** Moctar Sow
- **Redacteur en Chef :** .....
- **Rédaction Générale :** Moctar Sow, Karamoko B. Kelta, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo, Malick Wogo, Maffenin Diarra, Bockoum Abdoul Momini, Binadja Doumbia, Samba Moussa Ly, journaliste correspond à Dakar
- **Service Commercial :** Youssouf Diarra
- **Secrétariat :** Fatou Sissoko



Observatoire de la Paix et de la Réconciliation Nationale une commission de plus ?

Par le décret n°0101/PT-RM du 2 mars 2026, le président de la Transition, le Général d'Armée Assimi Goïta, a officiellement nommé les membres de l'Observatoire de la Paix et de la Réconciliation Nationale, conformément à la loi du 22 août 2025 instituant la Charte nationale pour la Paix. Cette démarche se présente comme un acte fondateur, destiné à donner un visage institutionnel à la réconciliation et à assurer le suivi des engagements pris devant la nation.

À la tête de cette nouvelle instance figure Ousmane Issoufi Maïga, ancien Premier ministre, accompagné du Général Mody Bérété en tant que vice-président. Ce tandem, combinant expérience politique et expertise sécuritaire, illustre la volonté de la Transition d'inscrire la paix dans une dynamique à la fois stratégique et institutionnelle. Sur le papier, cette architecture semble cohérente.

Mais au-delà de la symbolique, une question s'impose : le Mali avait-il réellement besoin d'une structure supplémentaire ?

L'Observatoire regroupe 30 membres issus de divers horizons : administration, société civile, leaders communautaires, experts en droit, figures religieuses et spécialistes de la défense. La diversité et l'inclusivité sont indéniables, mais le caractère pléthorique de la composition interroge. Une instance consultative et de veille peut-elle être efficace lorsqu'elle rassemble un nombre si élevé de profils, aussi prestigieux soient-ils ? L'expérience montre que plus une structure est large, plus la prise de décision se complexifie et la responsabilité se dilue.

Depuis le début de la Transition, le pays a vu se multiplier les commissions, comités stratégiques et mécanismes consultatifs : commissions de rédaction constitutionnelle, Assises nationales, cadres de concertation sectoriels, dispositifs de suivi et d'évaluation… La liste s'allonge, tandis que les projets structurants de développement peinent à émerger avec la même visibilité et la même rapidité.

La paix, bien sûr, ne se décrète pas. Elle se construit patiemment, par le dialogue, la justice et le développement. Mais elle exige aussi des résultats tangibles : écoles ouvertes, routes praticables, services publics fonctionnels, justice accessible. Aucune commission, aussi prestigieuse soit-elle, ne remplacera l'impact direct d'un programme d'emploi des jeunes, d'un projet d'irrigation ou d'une réforme effective de la gouvernance locale.

Alors, pourquoi multiplier les structures ? S'agit-il d'optimiser l'action publique ou de

créer l'illusion d'un activisme institutionnel ? L'inflation des organes consultatifs peut masquer un déficit d'exécution : produire des rapports sans moyens d'action, multiplier les nominations sans indicateurs de performance, ou créer des espaces de réflexion qui n'influencent pas réellement les décisions.

Cela ne signifie pas que l'Observatoire soit inutile. La consolidation de l'unité nationale demeure une priorité absolue. Mais son efficacité dépendra moins des prestigieux curriculums vitae de ses membres que de sa capacité à formuler des recommandations concrètes, à dialoguer avec les territoires et à transformer les aspirations des Maliens en décisions mesurables.

La Transition y joue sa crédibilité. Si l'Observatoire se limite à un cadre protocolaire, il rejoindra la longue liste des structures sans impact tangible. S'il parvient à produire des résultats concrets, il pourra justifier pleinement son existence.



Le message est clair : moins de commissions, plus de réalisations. La paix durable ne naîtra pas de la multiplication des organes, mais de la mise en œuvre concrète des engagements, avec des projets visibles et bénéfiques pour les populations.

Moctar Sow



Diamou Moussa



Université catholique de l'Afrique de l'Ouest : Les étudiants en journalisme séduits par le parcours de Markatié Daou et du Groupe Renouveau

Invité ce jour à partager son expérience du métier de journaliste avec les étudiants de la filière journalisme et communication de l'Université catholique de l'Afrique de l'Ouest (UCAO), l'Administrateur général du Groupe Renouveau, Markatié Daou, a séduit un auditoire composé d'étudiants et d'encadreurs par son riche parcours fait d'expérience acquise sur le terrain mais aussi de nouvelles connaissances glanées au fil des années dans l'administration publique en qualité de conseiller en communication.

Parlant de son parcours professionnel, il dira que celui-ci tire ses origines de la création du Groupe Renouveau dont il est le cofondateur.

En deux décennies de pratique du métier, il est aujourd'hui l'une des jeunes figures emblématiques de la presse malienne de l'ère démocratique.

A noter qu'après 8 ans passés dans trois départements ministériels sous 4 ministres, il est revenu à la maison depuis 2021 pour prendre les rênes de l'un des Groupes de presse les plus réputés du Mali.





Makou Sy



Dans le cadre de la dynamique de développement et de structuration du Taekwondo au Mali, j'ai effectué une visite au Prytanée Militaire de Kati, en compagnie de quelques membres du bureau fédéral de la Fédération Malienne de Taekwondo.

Cette rencontre avec le Directeur a permis de poursuivre des échanges constructifs autour d'une opportunité de partenariat stratégique entre la Fédération et le Prytanée, en vue de la mise en place d'une salle dédiée au Taekwondo au sein de l'établissement. Il est important de souligner que cette action avait été initialement entreprise par l'ancien bureau fédéral, et que nous nous inscrivons dans une logique de continuité institutionnelle afin de concrétiser cette initiative au bénéfice des élèves.

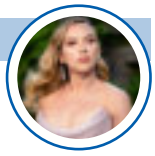
Le Taekwondo est une discipline éducative et structurante, fondée sur des valeurs cardinales : discipline, respect, intégrité, maîtrise de soi et leadership. Il convient de rappeler que le Taekwondo moderne a été structuré et développé dans les années 1950 en Corée du Sud, notamment au sein des forces armées sous l'impulsion du Général Choi Hong Hi. Son ancrage historique dans le milieu militaire en fait une pratique parfaitement alignée avec l'esprit de rigueur, d'excellence et de patriotisme qui caractérise le Prytanée.

À travers cette initiative, notre ambition est claire : contribuer à la formation intégrale des élèves, tant sur le plan physique que moral, et inscrire durablement le Taekwondo comme un levier de leadership et de performance au service de la jeunesse malienne.

La Fédération reste pleinement engagée pour concrétiser ce projet structurant au bénéfice de notre pays.



Muskan 360 ·



Sadio Mané – a champion on the pitch, and a man of deep faith off it.

A truly proud moment as he performs Umrah alongside his beloved wife, showing the world that success means nothing without gratitude and devotion. From stadium lights to the sacred grounds of Makkah, his humility continues

to inspire millions across the globe.
In a world chasing fame and fortune, he chooses faith, family, and purpose.
#SadioMane #UmrahJourney #FaithAndSuccess #BlessedLife #MuslimAthlete #PowerCouple #Inspiration #GlobalIcon





Maison de la Presse du Mali



La Maison de la Presse du Mali a abrité, ce mardi 03 mars 2026, la première réunion sur l'organisation du Forum Panafricain des Médias qui se tiendra dans la mouvance de la Semaine Nationale de la Liberté de la Presse du 3 au 10 mai 2026.
Cette rencontre de prise de contact coprésidée par le Président de la Maison de la Presse M. Bandiougou DANTÉ et le président de la commission d'organisation, M. Salif SANOGO a permis de baliser le terrain pour une meilleure organisation de cet évènement.
Comme entre autres recommandations :
- Mandat a été donné au Président de la Maison de la Presse, de mettre en place les sous commissions et de désigner les membres. Toutefois, un membre désigné peut demander à être dans la sous commission de son choix.
- Finalisation des TDR
- Elaboration du Budget
La rencontre a aussi permis de déterminer les différentes sous-commissions qui travailleront en symbiose pour la réussite de l'organisation du Forum Panafricain des Medias. Il s'agit de :
1- Sous-commission organisation & mobilisation
2- Sous-commission Finances & Logistique
3- Sous-commission Médias, Communication & Sponsoring
4- Sous-commission Sécurité-Protocole
5- Et enfin un comité scientifique.
Ce comité scientifique est mandaté pour faire des propositions de thématiques pour les panels et tout autre aspect pour améliorer le contenu du Forum Panafricain des Médias.
A noter que la rencontre a regroupé des représentants de tous les acteurs de la presse malienne: un représentant du Ministère de la Communication, de l'Economie Numérique et de la Modernisation de l'Administration, un représentant du Ministère Culture, de l'Artisanat et l'Industrie Hôtelière, un représentant de la Haute Autorité de la Communication (HAC) , les Directeurs généraux de la DIRPA, du GIGMA, de l'AMAP, un représentant de l'ORTM
La rencontre a vu la participation effective des représentants des organisations professionnelles de la presse notamment l'ASSEP, l'URTEL, l'UNAJOM, l'APPEL- MALI, l'AMATEL, ACCES, l'URPM, l'UJRM, FONSOPRESS, le GPAC, SAM-MALI, Fondation Hirondelle, Benbéré, Doniblog, de l'Agence Bintily Com et les membres du comité de pilotage de la Maison de la Presse.
Une conférence de Presse est annoncée le vendredi 6 mars 2026 pour annoncer l'évènement à 10 heures à la la Maison de la Presse.



Kossa Maiga



C'est grâce à cette somme qu'on a pu récupérer des villes coe Kidal et autres. Malgré, il trouve qu'il est plus important d'avoir de l'électricité que la sécurité nationale. C'est dommage! Kala a ma harandi

ORTM



#ORTM #INFO: ORTM : Cérémonie de passation de service entre les Directeurs Généraux entrant et sortant de l'Office de Radio Télévision du Mali .

https://www.ortm.ml/ortm-ceremonie-de-passation-de...
#ORTM_Web



Balanzan info ·

Madame Koumaré Mariam Simaga du groupe Simaga (SOMATRA et SOMADINE), membre du conseil économique, social, environnemental, et culturel du Mali ‹,en sa qualité de représentante des professionnels commerciales, bancaires, artisanales des services, des Communications de la culture vous souhaite bon moi de ramadan
Balanzan info



Présidence de la République du Sénégal

Le Président de la République, Bassirou Diomaye Faye, a reçu ce mardi Jozef Síkela et Magnus Brunner, Commissaires européens respectivement en charge des Partenariats internationaux, ainsi que des Affaires intérieures et de la Migration.
Cette audience s'inscrit dans la dynamique de consolidation du partenariat stratégique entre le Sénégal et l'Union européenne, fondé sur une coopération au développement ambitieuse, des échanges économiques soutenus et un socle de valeurs partagées.
Les échanges ont porté sur plusieurs priorités communes, notamment la formation et l'insertion professionnelle des jeunes, à travers un partenariat rénové et orienté vers des résultats tangibles. La sécurité et la migration ont également occupé une place centrale dans les discussions, les Commissaires saluant l'excellence de la coopération entre le Sénégal et l'Union européenne dans ces domaines stratégiques.
Les deux parties ont réaffirmé leur volonté de renforcer davantage cette relation de confiance, avec pour objectif constant l'amélioration durable des conditions de vie des Sénégalaises et des Sénégalais.





Protection des consommateurs : La Douane empêche une intoxication alimentaire massive



Alors que le mois de Ramadan approche et que les préparatifs s'intensifient, la Brigade Mobile d'Intervention (BMI) des Douanes a récemment réalisé une importante saisie de 5 tonnes de cuisses de poulet déclarées dangereuses pour la santé. Cette opération, menée dans la nuit du 1er mars 2026, s'inscrit dans le cadre des efforts de lutte contre la fraude alimentaire et la protection des consommateurs maliens.

Suite à des instructions fermes de la hiérarchie douanière visant à renforcer la surveillance des produits alimentaires importés, les agents de la BMI ont agi sur la base de renseignements précis. Aux alentours de 3 heures du matin, une fourgonnette suspecte a été repérée dans la localité de Ouinzimbougou. Le conducteur, sommé de s'arrêter, a tenté de prendre la fuite, déclenchant une course-poursuite périlleuse sur plusieurs kilomètres.

Grâce à la détermination des douaniers, le véhicule a finalement été immobilisé après l'éclatement de trois de ses pneus, permettant aux agents de sécuriser la cargaison. La fouille du véhicule a révélé un stock massif de produits de contrebande : 500 cartons de cuisses de poulet en provenance d'Argentine, soit l'équivalent de 5 tonnes. Ces produits, introduits frauduleusement, ont été formellement déclarés impropres à la consommation.

Cette saisie revêt une importance capitale en cette période de pré-Ramadan, où la demande en produits carnés est particulièrement élevée. Les cuisses de poulet saisies, transportées sans respect de la chaîne du froid et sans contrôle sanitaire, représentaient une réelle menace d'intoxication alimentaire massive pour les consommateurs.

La Direction Générale des Douanes souligne que ses unités demeurent mobilisées 24h/24 afin de garantir la salubrité du marché national. Cette opération de la BMI de Bamako envoie un message clair aux réseaux de fraudeurs qui tentent de profiter du mois de jeûne pour écouler des produits prohibés. Elle témoigne de l'engagement des autorités douanières à protéger la santé publique et à lutter contre toute forme de fraude alimentaire.

Cette saisie spectaculaire de cuisses de poulet dangereuses pour la santé marque ainsi une victoire majeure dans la lutte contre la fraude alimentaire au Mali, et rappelle l'importance cruciale de la vigilance des autorités douanières pour assurer la sécurité des consommateurs.

Fatou Sissoko

Interdiction d'exportation du bétail : Niamey opte pour la fermeté

REPUBLIQUE DU NIGER

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DE L'ENTREPRENEURIAT DES JEUNES

Le Ministère du Commerce et de l'Industrie a pris une décision importante ce lundi 2 mars 2026 en publiant un arrêté visant à interdire formellement l'exportation de plusieurs espèces de bétail. Cette mesure a pour objectif de stabiliser l'offre intérieure afin de garantir un approvisionnement régulier et abordable du marché national.

Les principales informations contenues dans cet arrêté sont les suivantes :

- L'interdiction concerne les ovins, caprins, bovins et camélins, soulignant ainsi l'ampleur de l'interdiction.
- Une collaboration étroite est mise en place entre les agents du Ministère du Commerce, les services vétérinaires, les douanes et les Forces de Défense et de Sécurité (FDS) pour détecter les infractions et appliquer les sanctions prévues.
- En soutien à l'effort de guerre, tout bétail saisi lors de tentatives d'exportation illégales sera remis aux Forces de Défense engagées sur le terrain.
- Les Secrétaires Généraux des différents ministères concernés sont responsables de l'application immédiate de cet arrêté, qui sera officiellement enregistré et publié dans le Journal Officiel de la République du Niger.

Cette décision marque un tournant dans la politique de commerce extérieur du pays, mettant en avant l'importance accordée à la sécurité alimentaire et à la stabilité des marchés intérieurs. Elle témoigne de la volonté des autorités de prendre des mesures concrètes pour préserver les ressources nationales et répondre aux besoins de la population locale.

Cette interdiction ne vise pas à restreindre les échanges commerciaux dans leur ensemble, mais plutôt à assurer une gestion rationnelle des ressources animales du pays. Cette mesure souligne l'engagement du gouvernement envers le développement durable et la protection des intérêts nationaux.

Cet arrêté du Ministère du Commerce et de l'Industrie témoigne d'une volonté politique forte de garantir la sécurité alimentaire et l'approvisionnement régulier du marché national en bétail, tout en renforçant la coopération entre les différentes institutions impliquées dans la mise en œuvre de cette mesure.

Arouna Sidibé

Démenti formel de fausses rumeurs de recrutement : L'INPS met les points sur les i**



Aans un communiqué officiel publié récemment, le Directeur Général de l'Institut National de Prévoyance Sociale (INPS) a tenu à démentir de manière catégorique les rumeurs circulant sur les réseaux sociaux et autres canaux de communication concernant un prétendu recrutement au sein de l'Institut.

En effet, le Directeur Général a souligné qu'il n'y a actuellement aucune procédure de recrutement en cours à l'INPS. De plus, il a tenu à préciser que l'INPS ne demande aucun paiement, frais de dossier ou intermédiaire pour tout processus de recrutement. Il est donc primordial de rester vigilant et de ne pas se laisser abuser par de potentielles arnaques.

L'Institut décline toute responsabilité en cas de préjudice subi par des tiers suite à ces fausses informations et met en garde contre les conséquences de telles actions. En effet, toute diffusion de rumeurs trompeuses porte préjudice à la crédibilité de l'institution et expose ses auteurs à des sanctions.

Ainsi, l'INPS se réserve le droit d'engager des poursuites judiciaires contre les responsables identifiés de ces intoxications en les traduisant devant les juridictions compétentes.

Pour toute information authentique, il est recommandé de consulter les plateformes officielles de l'INPS ou de contacter directement le service des relations publiques et communication au 76 38 07 91.

Elon le communiqué, il est essentiel de faire preuve de discernement et de se méfier des informations non vérifiées. L'INPS reste engagé à assurer la transparence et l'intégrité de ses processus de recrutement, dans le respect de la loi et de l'éthique professionnelle.

Fatou Sissoko

Abonnez vous à votre journal numérique
Malikilé
pour recevoir les dernières informations
Whatsapp : 70 44 22 23 / Email : ampikile@gmail.com
Site : www.malikile.com

Enseignement supérieur et recherche : Le PNUD confirme son appui au Mali



Le Représentant résidant du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), M. Diop, a réaffirmé son soutien et son engagement envers le Mali lors d'une rencontre avec le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Pr Bouréma KANSAYE. Cette réunion, qui s'est déroulée le lundi 2 mars 2026, a été l'occasion pour les deux parties de saluer la qualité de leur collaboration et de souligner l'importance d'un partenariat basé sur la confiance, le respect mutuel et l'efficacité.

Le diplomate du PNUD a exprimé sa reconnaissance envers le Ministre pour l'excellente coopération qui a été entretenue tout au long de son séjour. Il a souligné l'importance de travailler ensemble pour le développement du Mali, en mettant un accent particulier sur l'enseignement supérieur et la recherche scientifique. Cette démarche s'inscrit dans la volonté du PNUD de contribuer activement à l'amélioration du secteur éducatif dans le pays.

De son côté, le Ministre Bouréma KANSAYE s'est félicité de l'engagement constant du PNUD en faveur du Mali. Il a souligné l'importance de cette collaboration pour le renforcement de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique dans le pays. Cette rencontre a permis de mettre en lumière les efforts conjoints déployés pour offrir aux jeunes maliens des opportunités d'éducation de qualité et pour promouvoir l'innovation et la recherche scientifique.

Cette réunion entre le représentant du PNUD et le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique témoigne de l'engagement des deux parties à travailler ensemble pour le développement du Mali, en mettant un accent particulier sur le secteur de l'éducation. Il est clair que le PNUD demeure un partenaire clé dans les efforts visant à renforcer le système éducatif malien et à offrir des perspectives d'avenir prometteuses aux jeunes générations du pays.

Fatou Sisso

CAISSE NATIONALE D'ASSURANCE MALADIE

CANAM

REPUBLIQUE DU MALI

certifiée ISO9001 v.2015

RAMU

Régime d'Assurance Maladie Universelle





La SANTE accessible à CHAQUE Malien

COMMUNIQUÉ

DE LA BANQUE MALIENNE DE SOLIDARITÉ-SA

Objet : Renforcement de la Continuité dActivité - Tests de Robustesse de l'exercice 2025

Dans le cadre de son engagement continu pour assurer la sécurité de ses opérations et marquer notre résilience et conformément aux exigences réglementaires notamment les dispositions de la circulaire numéro 04-2017/CB/C relative à la gestion des risques, la Banque Malienne de Solidarité, société anonyme avec conseil d'administration, au capital social de 68 055 020 000 Fcfa, a mené sur son site de repli délocalisé avec succès ses tests annuels de robustesse sur son Plan de Continuité dActivité (PCA) pour l'année 2025. Ces exercices, cruciaux pour la stabilité financière, visent à garantir la fiabilité des services essentiels et la protection des actifs de nos clients face à toute perturbation majeure.

Objectifs des tests :

Validation des scénarios : Maintien des fonctions vitales (Paiements (virements, transferts, MAD, activités monétiques, ouvertures de comptes, mise en place de crédit, etc.) et Évaluation de la performance face à des risques opérationnels critiques (incidents cyber, pannes d'infrastructures majeures, etc.).
Ces tests confirment notre capacité à protéger les intérêts de nos clients et visent à renforcer la stabilité financière de la Banque.

1 Description des Tests :

Nos tests incluent des analyses d'impact approfondies et simulent divers scénarios de crise (cyberattaques, pannes majeures, catastrophes naturelles).
Nous vérifions l'efficacité de nos procédures de reprise, la performance de nos infrastructures de secours (sites alternatifs, sauvegardes) et la réactivité de nos équipes.

3 Résultats et Améliorations :

Les tests ont confirmé la réactivité des équipes et la performance de nos infrastructures de secours. Les résultats des tests, documentés et analysés, permettent d'identifier des axes d'optimisation.
Des ajustements seront apportés au PCA pour renforcer nos dispositifs, assurant ainsi une adaptation constante à un environnement des risques en évolution continue.

2 Fonctions Critiques :

L'objectif est de maintenir un niveau de service minimal acceptable pour nos fonctions vitales (paiements, gestion des comptes, crédits) dans les délais définis.

4 Communication et Surveillance :

Tests menés sous l'égide de la Direction des Risques de la BMS-sa, les conclusions seront partagées avec la Direction Générale, le Conseil d'Administration et nos auditeurs internes.

Aussi, nous maintiendrons un dialogue permanent avec les autorités de supervision (BCEAO/ Commission Bancaire) sur l'évolution de notre dispositif.

5 Conclusion :

Ces exercices réguliers témoignent de notre engagement indéfectible et notre résilience à assurer la sécurité et la pérennité de nos opérations, renforçant la confiance de nos clients et de nos partenaires.

La Banque Malienne de Solidarité SA.

Cérémonie de distinction au Ministère de la Santé et du Développement Social : Reconnaissance et Engagement Mis en Avant



Le Ministère de la Santé et du Développement Social a récemment honoré vingt-six (26) de ses agents pour leur dévouement et leur contribution exceptionnels au renforcement du système sanitaire et social. Parmi ces agents distingués, dix (10) ont été élevés au rang de Chevaliers de l'Ordre National, tandis que seize (16) ont été décorés du Mérite National avec Effigie Abeille Lion Debout. Cette cérémonie de reconnaissance a été présidée par le médecin Colonel-major Assa Badiallo TOURE, ministre de la Santé et du Développement Social, et le Général de brigade Amadou Sagafourou GUEYE, Grand Chancelier des Ordres Nationaux.

La remise des médailles s'est déroulée en présence de responsables administratifs, collègues, parents et invités de marque, soulignant ainsi l'importance accordée à la valorisation des ressources humaines au sein du ministère. La phase protocolaire de la cérémonie a été empreinte d'émotions alors que les récipiendaires recevaient leurs distinctions des mains des hauts dignitaires présents.

Les distinctions accordées aux agents récompensent leur dévouement constant dans la mise en œuvre des politiques de santé et de développement social, souvent dans des contextes difficiles. Mme Camara Fatoumata Mah Thiam KONE, responsable Communication et Relation Publique de la CMSS, a exprimé la gratitude de l'ensemble des récipiendaires envers les autorités pour cette marque de confiance et de considération. Elle a souligné que ces médailles constituent à la fois un honneur personnel et une motivation supplémentaire pour poursuivre leur mission de service public avec un engagement renouvelé.

Dans son discours, Mme KONE a rappelé que recevoir ces médailles va au-delà de la simple reconnaissance, c'est également une responsabilité. Les valeurs fondamentales telles que l'éthique, la compassion, la

rigueur, la solidarité et le sens du devoir bien fait sont au cœur de l'engagement de ces agents envers la santé et le développement social. Chaque médaille représente des sacrifices, des moments de bonheur et des attentes comblées, reflétant le dévouement et le professionnalisme des agents honorés.

Cette cérémonie de distinction témoigne de l'engagement du Ministère de la Santé et du Développement Social à promouvoir la culture du mérite et à valoriser ses acteurs clés. Elle souligne l'importance cruciale des ressources humaines dans l'amélioration des services de santé et de protection sociale, et inspire les agents à poursuivre leur noble mission avec détermination et dévouement.Lors d'une cérémonie émouvante, le ministre Assa Badiaollo TOURE a exprimé un message fort en lançant un appel à l'excellence et à la responsabilité. Elle a tenu à féliciter chaleureusement les récipiendaires pour leurs parcours exemplaires et a souligné que ces distinctions témoignent de la reconnaissance de la Nation envers des agents qui se sont distingués par leur compétence, leur intégrité et leur sens élevé du devoir.

Le médecin Colonel-major a également encouragé l'ensemble des cadres et agents du département à placer l'excellence, la rigueur et le patriotisme au cœur de leurs actions quotidiennes, dans le but de relever les défis persistants du secteur de la santé et du développement social.

La cérémonie s'est conclue par une séance de photos de famille, symbolisant ce moment de consécration et de fierté partagée. Les sourires et les accolades échangés ont illustré la convivialité et la solidarité qui caractérisent l'atmosphère au sein du département. Cet événement a ainsi mis en lumière l'importance de l'excellence, de la solidarité et de l'engagement au service de la collectivité.

Moussa Diarra



Ministère de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement durable : (Signature du Pacte de durabilité 2026-2035 pour l'eau, l'hygiène et l'assainissement



Le Mali franchit une nouvelle étape dans la consolidation de sa politique d'accès aux services sociaux de base. Le vendredi 27 février 2026, le ministre de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement durable, Doumbia Mariam Tangara, a présidé la cérémonie officielle de signature du Pacte de durabilité 2026-2035 consacré aux secteurs de l'eau, de l'hygiène et de l'assainissement.

La rencontre s'est tenue en présence des ministres en charge de la Santé, de l'Éducation et de l'Énergie, traduisant la dimension transversale des enjeux liés à l'accès à l'eau potable et à l'assainissement. Étaient également représentés le secteur privé, la société civile, les partenaires techniques et financiers ainsi que les services techniques de l'État. Cette mobilisation plurielle témoigne de la volonté collective d'inscrire le développement durable au cœur des politiques publiques pour la prochaine décennie.

Le Pacte de durabilité constitue un instrument de pilotage et d'évaluation des performances du secteur. Il permet d'apprécier le taux d'accès des populations à l'eau potable, aux infrastructures d'hygiène et aux services d'assainissement, tout en mesurant la pérennité des investissements réalisés. Au-delà d'un simple document d'engagement, il sert de cadre de référence pour orienter les politiques publiques, mobiliser les financements et renforcer la coordination entre les différents acteurs.

L'évaluation du premier Pacte, signé en 2014 pour une durée de dix ans, a mis en lumière des résultats significatifs. Des progrès

notables ont été enregistrés en matière d'extension des réseaux d'adduction d'eau, de construction d'infrastructures sanitaires et de sensibilisation des populations aux bonnes pratiques d'hygiène. Toutefois, des défis subsistent, notamment en milieu rural et dans les zones confrontées à des contraintes sécuritaires et climatiques.

Le nouveau Pacte 2026-2035 ambitionne de consolider les acquis tout en accélérant l'accès universel aux services essentiels. Il s'inscrit dans une dynamique de durabilité, en mettant l'accent sur la maintenance des infrastructures, la gestion communautaire, la formation des techniciens et la responsabilisation des collectivités territoriales.

Lors de son allocution, la ministre Doumbia Mariam Tangara a souligné que l'eau, l'hygiène et l'assainissement ne relèvent pas uniquement d'un enjeu technique, mais constituent un impératif de santé publique, de dignité humaine et de développement économique. Elle a insisté sur la nécessité de renforcer la synergie entre les départements ministériels concernés afin de garantir une approche intégrée.

Les partenaires techniques et financiers ont, pour leur part, réaffirmé leur disponibilité à accompagner le Mali dans la mise en œuvre des objectifs fixés. Le secteur privé et la société civile ont également été appelés à jouer un rôle actif, notamment à travers l'innovation, l'investissement et la sensibilisation communautaire.

La signature de ce Pacte marque ainsi un engagement renouvelé des autorités et de leurs partenaires en faveur d'un accès durable et équitable à l'eau potable et aux services d'assainissement. À l'horizon 2035, l'ambition est claire : réduire les inégalités d'accès, améliorer les indicateurs de santé publique et renforcer la résilience des communautés face aux défis environnementaux.

En posant les bases d'une gouvernance concertée et d'un suivi rigoureux des performances, le Mali affirme sa détermination à faire du secteur de l'eau, de l'hygiène et de l'assainissement un pilier central de son développement durable.

Yacouba Ongoiba



OCLEI

OFFICE CENTRAL DE LUTTE CONTRE L'ENRICHISSEMENT ILLICITE



Institution nationale de lutte contre la corruption et l'enrichissement illicite

2019 à 2022 en chiffres

23 dossiers transmis à la justice

Pour un montant de

23, 918 MILLIARDS FCFA

- 123 grandes activités de sensibilisation organisées
- 9 838 personnes directement touchées
- 1 967 déclarations de biens traitées
- 8 protocoles d'accord de coopération internationale signés
- 4 études faites sur la corruption et l'enrichissement illicite au Mali

Dénoncez gratuitement les faits de corruption et d'enrichissement illicite

NUMÉRO VERT : 80 00 22 22

BAMAKO, Hamdallaye ACI 2000, Rue 390, Place CAN

(+223) 20 29 12 29 / Boîte Postale : E3977

contact@oclei.ml www.oclei.ml

Coopération : EUCAP Sahel Mali en visite au Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme

Une délégation de haut niveau de la mission européenne EUCAP Sahel Mali a effectué une visite de courtoisie au Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme, marquant une nouvelle étape dans le renforcement de la coopération entre les deux parties.

La délégation était conduite par Kirsi Henriksson, Commandante adjointe des opérations civiles au siège du Service européen pour l'action extérieure. Elle a été reçue par le Secrétaire général du département, Boubacar S Diarrah, au nom du ministre en charge de la Justice et des Droits de l'Homme.

Au cœur des échanges : le partenariat existant entre le département ministériel et la mission européenne, notamment en matière de renforcement des capacités institutionnelles, d'appui technique aux réformes du secteur de la justice et de modernisation des services judiciaires.

Depuis plusieurs années, EUCAP Sahel Mali accompagne les autorités maliennes dans le processus d'amélioration de la gouvernance sécuritaire et judiciaire. L'accent est mis sur la professionnalisation des acteurs, la formation continue des magistrats et du personnel judiciaire, ainsi que sur l'amélioration des procédures et des outils de gestion.

Lors de cette rencontre, les deux parties ont salué la qualité du dialogue et la solidité de





la collaboration engagée. La délégation européenne a réaffirmé la disponibilité de la mission à poursuivre son accompagnement technique dans le respect des priorités nationales.

Les discussions ont également porté sur les perspectives de modernisation des services judiciaires. Dans un contexte marqué par des défis sécuritaires et institutionnels, la modernisation de l'appareil judiciaire constitue un levier essentiel pour renforcer l'État de droit et garantir un accès équitable à la justice pour tous les citoyens.

Le renforcement des capacités techniques, l'amélioration des infrastructures judiciaires et l'introduction d'outils numériques figurent parmi les axes de coopération identifiés. Ces initiatives visent à rendre les services plus performants, plus transparents et plus accessibles.

Le Secrétaire général du ministère, Dr Boubacar S. Diarrah, a souligné l'importance d'un appui cohérent et adapté aux besoins spécifiques du pays. Il a insisté sur la nécessité d'inscrire les actions de coopération dans une logique de durabilité, afin de consolider les acquis des réformes entreprises.

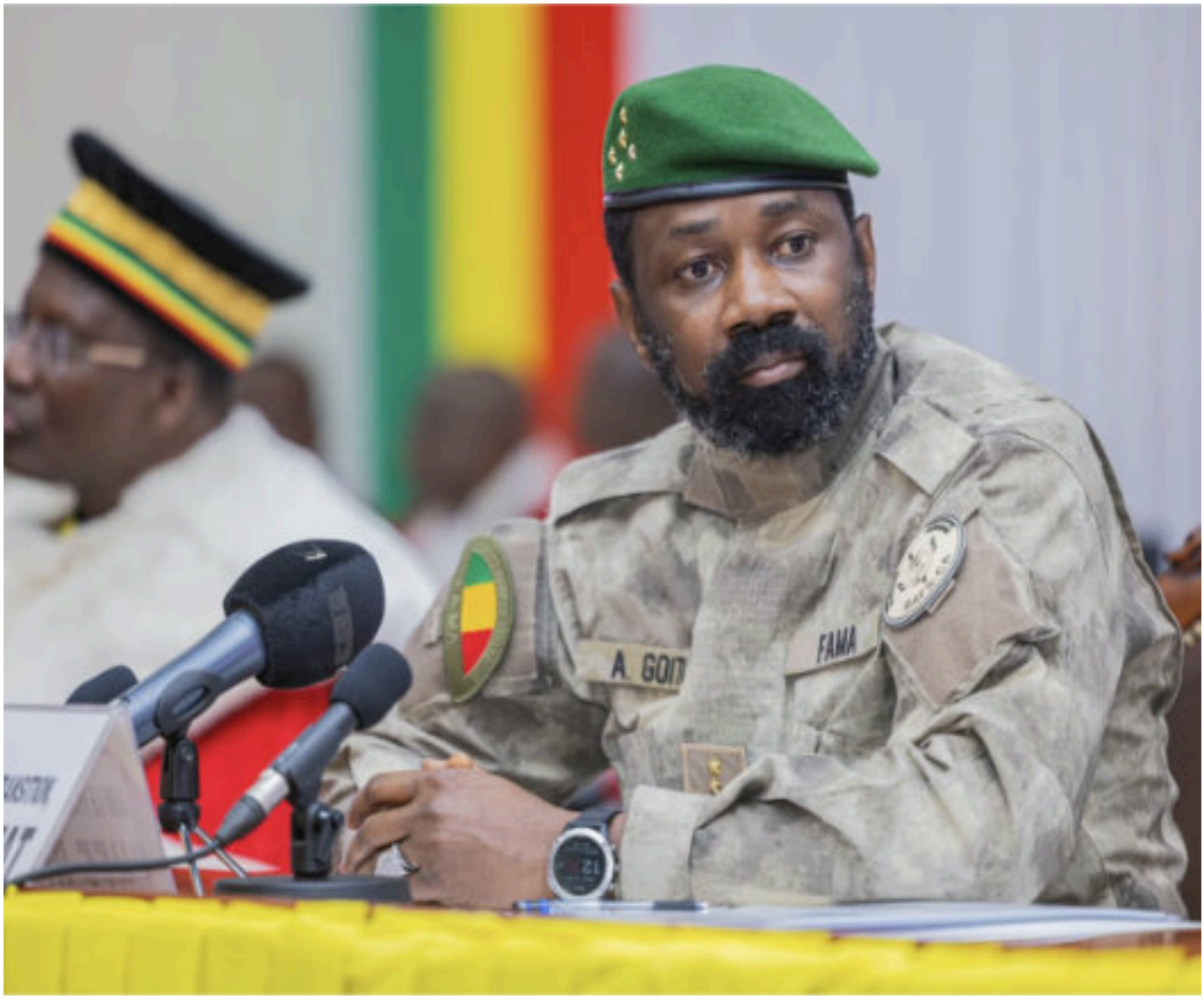
Au-delà des aspects techniques, cette visite de courtoisie traduit la volonté partagée de maintenir un dialogue constructif fondé sur le respect mutuel et la confiance. La mission EUCAP Sahel Mali, en tant qu'instrument de la politique de sécurité et de défense de l'Union européenne, joue un rôle d'accompagnement et de conseil auprès des institutions nationales.

Cette rencontre a ainsi permis de réaffirmer l'engagement des deux parties à œuvrer ensemble pour un système judiciaire plus efficace et plus résilient. Dans un contexte de réformes en cours, le partenariat entre le Ministère de la Justice et EUCAP Sahel Mali demeure un élément important du processus de modernisation institutionnelle.

La visite s'est achevée sur une note de satisfaction partagée, avec la volonté de poursuivre et d'approfondir la coopération au bénéfice du renforcement de l'État de droit et de la consolidation des institutions judiciaires au Mali.

Karamoko B Keita

Conseil supérieur de la Magistrature : Mandat prorogé à titre exceptionnel



Le président de la Transition, le Général d'Armée Assimi Goïta, a décidé de proroger, à titre exceptionnel, le mandat des membres du Conseil supérieur de la Magistrature (CSM). La mesure est contenue dans un décret présidentiel signé le 5 février dernier. Elle vise à assurer la continuité du fonctionnement de cette institution clé du pouvoir judiciaire, en attendant la désignation de nouveaux membres.

Mis en place par le Décret n°2022-0807/PT-RM du 30 décembre 2022, à la suite d'une session ordinaire du Conseil, les membres actuels étaient arrivés au terme de leur mandat le 31 décembre 2025. En l'absence de renouvellement à cette échéance, les autorités ont opté pour une « prolongation exceptionnelle » afin d'éviter tout vide institutionnel susceptible de fragiliser l'appareil judiciaire.

Le décret s'appuie sur plusieurs fondements juridiques, notamment la Constitution du 22 juillet 2023, la Charte de la Transition révisée, la Loi organique du 7 octobre 2003 fixant l'organisation, les attributions et le fonctionnement du CSM, ainsi que l'Ordonnance du 30 août 2024, modifiée, portant Statut de la Magistrature. L'article premier du texte est explicite : le mandat des membres élus est prorogé, à compter du 31 décembre 2025, jusqu'à la désignation des nouveaux membres.

Institution constitutionnelle, le Conseil supérieur de la Magistrature joue un rôle central dans la gestion de la carrière des magistrats : nominations, avancements, sanctions disciplinaires. Sa continuité est donc considérée comme essentielle au bon



fonctionnement de la justice et à la stabilité du système judiciaire.

Sur le plan institutionnel, la prorogation permet d'éviter une paralysie du CSM. En l'absence d'un organe fonctionnel, les décisions relatives aux carrières des magistrats pourraient être bloquées, avec des répercussions directes sur l'efficacité des juridictions. La mesure garantit ainsi la permanence de l'autorité régulatrice de la magistrature.

Dans un contexte de réformes institutionnelles engagées par les autorités de la Transition, cette continuité peut également être perçue comme un facteur de stabilité. Elle assure la poursuite des chantiers en cours, notamment en matière de modernisation et de gouvernance judiciaire.

Enfin, le caractère « exceptionnel » et temporaire de la décision, limité jusqu'à la désignation de nouveaux membres, vise à rassurer sur l'absence d'intention de pérenniser indéfiniment la prorogation.

Toutefois, cette décision soulève certaines interrogations. Le respect du principe de périodicité des mandats constitue un élément fondamental de la gouvernance démocratique. Une prorogation, même exceptionnelle, peut être perçue comme une entorse à l'esprit de renouvellement institutionnel.

L'absence, à ce jour, d'un calendrier officiel pour la tenue de la session extraordinaire chargée d'élire les nouveaux membres entretient également une zone d'incertitude. Sans échéance claire, la prolongation pourrait susciter des critiques quant à la transparence du processus.

Par ailleurs, dans un contexte de Transition, la question de l'indépendance effective du pouvoir judiciaire demeure un sujet sensible. Certains observateurs pourraient s'interroger sur l'équilibre entre nécessité administrative et respect strict des règles institutionnelles.

En définitive, la prorogation du mandat des membres du Conseil supérieur de la Magistrature apparaît comme une mesure de continuité destinée à préserver le fonctionnement de la justice. Elle répond à une nécessité pratique, mais appelle, en contrepartie, une vigilance accrue quant au respect des principes de transparence, de légalité et de renouvellement régulier des institutions.

L'enjeu désormais réside dans l'organisation rapide d'une session extraordinaire pour procéder à la désignation d'une nouvelle équipe, afin de concilier stabilité institutionnelle et exigence démocratique.

Moctar Sow

Nekapro

Scannez ici pour accéder au site web

SERVICE DE CORRECTION

L'écriture parfaite commence ici !



Si avoir un bon texte bien structuré est important, l'utilisation d'un site web de service de correction peut vous apporter des avantages supplémentaires en termes de qualité, de praticité et d'efficacité dans la gestion de vos contenus écrits.

- Rédaction
- Amélioration de style
- Correction
- Traduction

CONTACT

+223 74-44-27-44

@nekapro

www.nekapro.com

Kalaban Coura Rue 202 Porte 149

Premier essai gratuit

Année des échanges humains Chine-Afrique 2026 : Les médias appelés à bâtir des ponts durables



Dans le cadre des Deux Sessions chinoises, l'importance de la coopération entre médias chinois et africains a été mise en avant par Boubacar Ouattara, rédacteur en chef de Malijet, lors d'une interview accordée à CGTN Français. Au cœur des échanges, le thème de l'Année des échanges humains et culturels Chine-Afrique 2026, une initiative majeure visant à renforcer les liens entre les deux continents.

L'Année des échanges humains et culturels Chine-Afrique 2026, initiée lors du Sommet de Beijing du Forum sur la coopération sino-africaine (FOCAC) en 2024, prévoit la tenue de 600 événements tout au long de l'année. Pour Boubacar Ouattara, cette initiative va bien au-delà du simple folklore en favorisant l'établissement de liens solides et durables, notamment entre les jeunes. Il souligne le rôle crucial des médias dans la réussite de cet événement, appelant à une approche active, inventive et consciencieuse de leur part. Les médias doivent non seulement transmettre des informations, mais également encourager le dialogue, l'apprentissage mutuel et la concrétisation de projets communs.

Selon Boubacar Ouattara, les médias ont trois objectifs à remplir pour accompagner l'Année des échanges humains et culturels Chine-Afrique 2026. Tout d'abord, écouter et offrir une plateforme d'expression aux jeunes et aux habitants des différentes régions. Ensuite, co-créer en élaborant des contenus de manière collaborative et en racontant des histoires collectivement. Enfin, prolonger en transformant les événements éphémères en réseaux dynamiques et en opportunités durables.

Concernant la collaboration entre les médias chinois et africains pour renforcer



conjointement la "capacité narrative du Sud global" dans le cadre du "Plan d'action Chine-Afrique 2026 de renforcement des capacités", Boubacar Ouattara souligne l'importance de l'équité et du respect mutuel comme bases fondamentales. Pour que cette collaboration soit fructueuse, il est essentiel que les médias des deux continents travaillent ensemble dans un esprit de partenariat et d'échange équitable.

Boubacar Ouattara met en lumière le rôle essentiel des médias dans la construction d'un avenir commun pour les jeunes chinois et africains. En adoptant une approche proactive et collaborative, les médias peuvent devenir de véritables moteurs de dialogue et d'initiatives tangibles, contribuant ainsi au renforcement des liens entre la Chine et l'Afrique pour les années à venir.Le rédacteur en chef de Malijet a souligné l'importance de la transparence totale dans les pratiques journalistiques, du développement des compétences, de l'engagement à donner la priorité aux perspectives locales et de la rigueur dans la vérification des faits. Il a mentionné que des liens éditoriaux solides entre professionnels et organisations médiatiques, guidés par ces valeurs, contribueraient à façonner une "voix narrative du Sud global" fiable, diversifiée et pertinente.

En ce qui concerne l'impact de l'IA sur le journalisme, le rédacteur en chef a souligné que l'IA offre à la fois des opportunités et des défis. Il a mentionné les avantages tels que l'efficacité accrue, de nouvelles façons de présenter l'information et des possibilités d'enquêtes plus rapides. Cependant, il a également mis en garde contre les menaces telles que la désinformation automatique, les préjugés intégrés dans les systèmes, la dilution de la responsabilité de l'information et l'impact sur l'emploi.

Il a souligné que l'IA peut être un atout pour les médias africains en accélérant les investigations, en produisant du contenu dans les langues locales et en atteignant des publics non encore informés. Pour un déploiement réussi de l'IA, il a insisté sur l'importance d'une collaboration étroite avec des partenaires, y compris des médias et des centres de recherche étrangers, comme en Chine. Cette coopération doit reposer sur des bases solides telles que l'éthique, la formation des équipes, la gestion des données et l'adaptation aux spécificités de chaque région.

Arouna Sidibé

Absence du chef de l'État : Conakry rassurée sur la santé de Mamady Doumbouya



Le Président guinéen Mamady Doumbouya, qui était absent du pays depuis plus de deux semaines, a été confirmé être en bonne santé par son conseiller, Thierno Mamadou Bah. Selon les déclarations de ce dernier relayées par plusieurs médias locaux, Doumbouya devrait revenir à Conakry dans les prochains jours. Le président âgé de 41 ans avait quitté la Guinée le 13 février pour assister à un sommet de l'Union africaine à Addis-Abeba, mais n'était pas revenu comme prévu.

Mamady Doumbouya dirige la Guinée depuis 2021 en tant que chef de la junte et a été élu président pour un mandat de sept ans en décembre dernier, lors d'un scrutin marqué par l'exclusion de tous les principaux leaders de l'opposition. Sa présence sur la scène publique a été limitée au cours des derniers mois, se manifestant principalement lors d'un rassemblement de clôture de la campagne électorale où il n'a pas pris la parole, ainsi que lors de son investiture en janvier devant une foule de partisans et plus récemment lors du sommet de l'UA en février.

Les autorités guinéennes ont tenu à rassurer la population face aux spéculations sur la santé du Président Doumbouya et ont affirmé qu'il se portait bien. Son retour imminent à Conakry devrait dissiper les inquiétudes et permettre au pays de poursuivre ses activités sous sa direction.

Arouna Sidibé

Londres refuse l'escalade : Starmer trace sa voie entre Washington et Téhéran



Le Premier ministre Keir Starmer a récemment défendu ses décisions concernant la situation au Moyen-Orient, en réponse aux critiques émises par le président américain Donald Trump à l'encontre de la Grande-Bretagne pour ne pas avoir participé aux frappes contre l'Iran. Dans un discours devant le Parlement, Starmer a souligné que ses actions étaient motivées par le respect du droit et de l'intérêt national.

Starmer a expliqué qu'il avait autorisé l'utilisation "limitée" des bases militaires britanniques par les États-Unis en réponse à des attaques de drones et de missiles iraniens contre des ressortissants britanniques. Cependant, il a maintenu sa décision de ne pas participer aux "frappes offensives" contre l'Iran lancées précédemment.

Le Premier ministre britannique a été confronté à des opinions divergentes au sein de son pays, avec des appels à la condamnation de l'action américaine et israélienne d'un côté, et des reproches pour ne pas avoir soutenu ces actions de l'autre. Starmer a affirmé que malgré le refus de participer aux frappes, la Grande-Bretagne resterait engagée à protéger ses populations dans la région.

Il a également souligné qu'il était de son devoir de juger ce qui était dans l'intérêt national de la Grande-Bretagne, même si cela signifiait désaccorder avec le président Trump. Starmer a mis en garde contre les erreurs passées, faisant référence à l'invasion de l'Irak en 2003 basée sur de fausses allégations sur les armes de destruction massive.

En tant qu'ancien avocat spécialisé dans les droits de l'homme, Starmer a toujours mis

en avant son engagement envers le droit international. Il a souligné qu'il ne voulait pas répéter les erreurs du passé et a pris des décisions basées sur ce qu'il considère être dans l'intérêt et le respect du droit de son pays.La déclaration du chef de l'opposition britannique, Starmer, met en avant l'importance pour le Royaume-Uni d'agir sur des bases légales et avec un plan réfléchi, en évitant les changements de régime par des moyens militaires. Il a accepté l'utilisation par les Américains de la base aérienne de Diego Garcia pour des frappes défensives contre l'Iran, justifié par la nécessité de protéger les 300 000 ressortissants britanniques dans la région face aux attaques iraniennes.

Cependant, cette décision a été critiquée par l'opposition politique, notamment Farage, pour être perçue comme un revirement politique dans un mandat déjà marqué par des controverses. Starmer a nié ces accusations, affirmant que la mort du Guide suprême iranien ne ferait qu'aggraver la situation en rendant l'Iran plus imprudent et dangereux pour les civils.

Suite à ces événements, un drone iranien a frappé la base aérienne britannique d'Akrotiri à Chypre, sans faire de victimes mais causant des dégâts limités. De plus, Trump s'est dit déçu de Starmer pour un accord concernant la souveraineté des îles Chagos où se trouve Diego Garcia, malgré des relations bilatérales solides entre le Royaume-Uni et les États-Unis.

En résumé, les actions et les décisions prises par Starmer et le gouvernement britannique visent à protéger les intérêts et la sécurité des ressortissants britanniques dans la région, tout en maintenant des relations internationales solides avec les États-Unis et en agissant de manière réfléchie et légale.

Arouna Sidibé



Le Mondial 2026 : Une Avancée Historique pour le Football Africain



Le Mondial 2026 représente un moment historique pour le football africain, avec neuf équipes déjà qualifiées et une dixième en lice lors des barrages intercontinentaux de mars. Cette participation record du continent africain à la Coupe du monde offre une vitrine mondiale pour le talent africain et crée des opportunités passionnantes pour les amateurs de paris sportifs qui suivent ces nations émergentes.

Les qualifications africaines se sont terminées en novembre 2025 avec des rebondissements dramatiques, des surprises inattendues et des performances confirmant la montée en puissance du football continental. Cette diversité d'équipes qualifiées ouvre un éventail de possibilités intéressantes pour les parieurs sportifs.

Parmi les neuf nations africaines déjà qualifiées pour le Mondial 2026, on retrouve l'Algérie, le Cap-Vert, l'Égypte, le Ghana, la Côte d'Ivoire, le Maroc, le Sénégal, l'Afrique du Sud et la Tunisie. Ces équipes ont dominé leurs groupes de qualification respectifs entre novembre 2023 et octobre 2025, faisant face à une concurrence féroce.

L'Afrique enverra au moins neuf représentants au tournoi nord-américain, dépassant ainsi tous les records précédents pour le continent. Le nouveau format à 48 équipes du Mondial 2026 offre treize places à l'Afrique, reflétant l'évolution du football mondial et reconnaissant la profondeur du talent africain.

Les qualifications africaines offrent de nombreuses opportunités de paris pour les passionnés de paris sportifs. Des sites spécialisés comme pronostic foot en transfermarkt.fr proposent des analyses détaillées, des cotes actualisées et des conseils d'experts sur l'ensemble des équipes qualifiées. Que vous cherchiez à parier sur les favoris africains ou à dénicher des outsiders prometteurs, ces plateformes offrent les outils nécessaires pour prendre des décisions éclairées.

Les bookmakers proposent déjà des cotes sur les performances attendues de chaque nation africaine. Certaines équipes comme le Maroc ou le Sénégal bénéficient de statistiques impressionnantes, tandis que des formations comme le Cap-Vert représentent des options plus risquées mais potentiellement lucratives.

La République démocratique du Congo espère devenir la dixième nation africaine qualifiée pour le Mondial 2026. Les Léopards ont éliminé le Nigeria aux tirs au but lors des barrages africains en novembre 2025, malgré une controverse sur l'éligibilité de certains joueurs. La RD Congo affrontera le vainqueur du match entre la Nouvelle-Calédonie et la Jamaïque lors du barrage intercontinental du 31 mars 2026 au Mexique.



Cette opportunité représente un retour historique pour les Léopards, absents de la Coupe du monde depuis 1974. Le coach français Sébastien Desabre a construit une équipe solide, enrichie par une diaspora talentueuse venue de Belgique et de France.

Le Mondial 2026 promet d'être une compétition mémorable pour le football africain, offrant des perspectives excitantes pour les équipes qualifiées et des opportunités de paris sportifs pour les amateurs. Il est temps de préparer vos paris dès maintenant pour vivre pleinement cette aventure sportive unique.Le Mondial 2026 débutera le 11 juin avec un format révolutionnaire de 48 équipes réparties en douze groupes. Cette expansion du nombre d'équipes particpantes promet de rendre la compétition plus intense et diversifiée que jamais. Les équipes africaines seront dispersées dans différents groupes, offrant ainsi des confrontations fascinantes contre des adversaires variés. Cette répartition va certainement créer des matchs palpitants et des scénarios imprévisibles, ce qui ajoutera une dose d'excitation supplémentaire à cet événement sportif mondial de premier plan.

Cet élargissement du format de la Coupe du Monde permettra aux équipes africaines de se mesurer à une plus grande variété d'adversaires et de démontrer le talent et la qualité du football africain sur la scène internationale. Les supporters du football africain auront ainsi l'occasion de soutenir leurs équipes nationales dans des matchs qui s'annoncent déjà comme mémorables.

Pour les amateurs de paris sportifs, cette période précédant le début de la compétition représente en effet une fenêtre d'opportunité pour étudier les statistiques, analyser les formes récentes des équipes et identifier les potentielles opportunités de paris avantageuses avant que les cotes ne changent. Avec neuf équipes africaines déjà confirmées et la possibilité d'une dixième équipe, il est clair que l'Afrique sera une région à surveiller de près lors de cette édition historique de la Coupe du Monde.

Le Mondial 2026 s'annonce comme une compétition passionnante et pleine de surprises, avec la participation accrue des équipes africaines qui promet d'apporter une dimension unique et captivante au tournoi. Les passionnés de football du monde entier peuvent se préparer à vivre des moments inoubliables et à soutenir leurs équipes favorites dans ce rendez-vous sportif mondial de premier plan.

Fatou Sissoko



HOROSCOPE

Bélier (21 mars - 19 avril)

Vous manquerez de patience, aujourd'hui, vous avez en fait besoin de plonger dans vos rêves. Vous ressentez un manque d'énergie physique, mais votre énergie mentale contrebalance cette tendance positivement.

Votre entourage a une influence prépondérante, autant collaborer étroitement. De discussions en accord, de rencontre en échanges, vous avez l'occasion de tisser vos liens amoureux, amicaux ou sociaux dans une bonne ambiance.

Taureau (20 avril- 19 mai)

Une trêve prend fin, vous allez vous sentir beaucoup plus libre d'action que vous ne l'étiez. Un vent d'idéalisme pourrait vous faire perdre pied avec la réalité. Ne prenez pas de grandes décisions aujourd'hui.

Aujourd'hui, vous avez irrésistiblement besoin de vous exprimer pleinement. Votre franchise sera appréciée et vous aurez les moyens et le plaisir de calmer les éventuels conflits relationnels et les tensions autour de vous.

Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Vous voulez tellement avoir raison que vous oubliez des points essentiels. Prenez le temps de réfléchir avant de parler. Il vous faut veiller à ne pas vous montrer si intransigeant, sous prétexte d'avancer plus vite, vous puisez dans vos réserves nerveuses.

Votre libre expression gagne en douceur, vous comprenez mieux votre entourage, simplement et sans effort. Vous êtes donc en mesure de faire des efforts de conciliation dans certains de vos conflits.

Cancer (21 juin - 21 juillet)

Vos besoins affectifs sont en avant, juste ce qu'il faut, aujourd'hui. Vous aurez des facilités pour faire passer vos messages et agir en douceur, vos interlocuteurs seront convaincus dans le bon sens !

Aujourd'hui, votre diplomatie vous permettra de démêler un problème familial qui vous touche de très près. Communiquer sera votre force et vous permettra de réinstaurer le dialogue et l'harmonie relationnelle. Ainsi, vous serez soulagé et vous pourrez repartir sur de nouvelles bases.

Lion (22 juillet - 23 août)

Vous devrez être patient et ralentir votre cadence pour faire le point et ainsi mieux repartir vers vos objectifs. Vous serez naturellement plus raisonnable sur votre appétit et votre alimentation, dans le bon sens !

Votre entourage vous apparaît plus serein que d'habitude. C'est l'occasion d'examiner attentivement ce qu'on peut vous proposer. Chacun est bien disposé vis-à-vis d'autrui. Des contrats, des accords, des réconciliations sont dans l'air.

Vierge (23 août 23 septmbre)

Vous allez avoir l'occasion de vivre de choses nouvelles et totalement inédites, avec votre clan habituel ou une nouvelle connaissance. Soyez réceptif, vous aurez une excellente occasion de vous dépasser...

Le ciel bienveillant vous permet d'établir un dialogue enfin constructif avec vos proches ! Les relations sont favorisées dans le secteur des plaisirs et des rencontres. Cela réchauffe considérablement vos humeurs conquérantes et vous avez mille projets en tête.

Balance (23 septmbre - 22 octobre)

Une discussion avec des personnes d'expérience vous prouverait peut-être que vos excès sont nuisibles, si vous acceptez certaines vérités. Votre entourage vous pousse aux défis. Admettez de bonne grâce que vous aimez ça !

Vous avez de bonnes idées pour équilibrer toutes vos relations, votre vision est plus objective. Ce climat vous aide à composer avec vos proches et à développer de nouvelles relations positives.

Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Vous pourrez vous consacrer pleinement à vos plans d'avenir, rien ne vous arrêtera aujourd'hui. Ne forcez pas les choses, cette sensation d'isolement ne va pas durer, restez vous-même, une pause est indispensable.

Aujourd'hui, vous ferez preuve d'une extrême finesse pour arriver à vos fins. Vous avez bien raison car c'est en étant réceptif, souple et conciliant que vous mettez toutes vos chances de votre côté pour atteindre votre but et d'évoluer.

Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Ne prenez aucune décision irrévocable aujourd'hui, vous avez besoin de voir plus clair tout d'abord. Votre forme est en perte de vitesse et vous avez grand besoin de vous relaxer. Alors prenez le temps de vous accorder une pause rien qu'à vous !

Votre audace est payante. Lâchez du mou et faites davantage confiance à votre entourage, vos doutes ne sont pas du tout fondés. Le climat est particulièrement favorable aux accords ou réconciliations.

Capricorne (21 décembre -20 janvier)

Ne vous forcez pas à porter un masque dont personne n'est dupe. Soyez authentique sans faux-semblants ! La lassitude du quotidien vous pèse, c'est le moment de vous consacrer au sport, une activité dans le silence serait idéale. Aujourd'hui, vous avez le moral et l'élan nécessaires pour entreprendre tout ce que vous avez à faire. En effet, une bonne dose de dynamisme va rythmer votre journée et vous apporter entière satisfaction. Alors, foncez sans hésiter !

Verseau (20 janvier - 19 février)

Vous êtes prêt à vous mettre d'accord avec la terre entière ! Vous vous épanouirez en bonne compagnie. Vous auriez bien besoin de prendre du temps pour souffler et faire des mises au point, la fatigue est là ne le niez pas. D'humeur pétillante, vous n'êtes pas à court d'idées pour communiquer et répandre la bonne humeur autour de vous. C'est donc une très bonne journée pour vous épanouir, discuter tous azimuts, tisser de nouveaux liens et vous amuser. Alors, profitez-en !

Poisson (19 février - 21 mars)

De nouveaux projets occupent vos pensées et vous apportent une bouffée dynamisante d'optimisme. Vous avez besoin de vous aérer davantage, c'est ainsi que vous réussirez à récupérer. La qualité de votre sommeil est à revoir.

Vous êtes motivé aujourd'hui pour donner le meilleur de vous-même et c'est avec joie que vous vous ouvrez à de nouvelles discussions. En famille ou entre amis, c'est avec un immense plaisir que vous referez le monde.



L'information est l'oxygène des temps modernes

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS



Pour tous **renseignements**, **abonnements**, **reportages**, **publicités**, **annonces** ...
n'hésitez pas, contactez nous au :

70 44 22 23

Journal Malikilé · +223 70 44 22 23 · ampikile@gmail.com · www.malikile.com